

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. LVIII.

---

*Du Jeudi 20 Août 1789.*

**C**E sont toujours les mêmes témoignages de reconnoissance envers l'assemblée nationale de la part des villes & bailliages du royaume : on a fait mention des adresses de Villepreux, Lauion, d'Argenton, Mont-Luçon & du présidial de Tulles.

On a fait ensuite lecture du procès-verbal de mardi 18, dans lequel on a fait une mention honorable des considérations sur la procédure criminelle par M. Pagano, traduite de l'Ital en, & présentée à l'assemblée par M. de Hillerin, avocat au Parlement. Il est aussi singulier qu'intéressant de voir un homme qui a consacré son temps au terrible département de la guerre, s'occuper des formes paisibles de la justice.

On a remarqué aussi dans le procès verbal une lettre écrite à M. le président de l'assemblée par M. Baron, conseiller au Châtelet, secrétaire d'une association établie à Paris, pour donner des secours aux plaideurs indigens. Cette société de *bienfaisance judiciaire*, dont l'exemple est consacré solennellement depuis plusieurs années par les avocats de Toulouse & de Nancy, sans doute inspire à l'auteur du projet de la *Constitution du pouvoir judiciaire* l'idée d'établir dans chaque tribunal un bureau de juriconsultes pour la défense des pauvres,

*Tome II.*

S



C'est ainsi que dans ce siècle de lumières, l'exemple du bien devient contagieux : le sacrifice généreux que les magistrats, membres de l'assemblée nationale, se sont empressés de faire pour que la justice fût rendue gratuitement, a trouvé déjà des imitateurs dans les provinces. Un tribunal populaire par son institution, & qui fut jadis le siège *des grands jours de Troyes*, le présidial de cette ville a fait présenter à l'assemblée par les députés de Champagne, un de ses arrêtés pris le 15 de ce mois.

Voici comment M. Camusat de Belombre, accompagné d'un député de la noblesse, a offert ce sacrifice. « Les officiers du bailliage dont nous avons l'honneur d'être députés, ont prévenu nos vœux ; saisis d'une juste admiration pour le noble désintéressement des magistrats qui sont dans cette auguste assemblée, & jaloux de les imiter, ils nous chargent de vous représenter l'acte particulier de leur zèle patriotique ; il nous est d'autant plus doux de vous offrir cet hommage, que leur empressement à se devouer les premiers pour la chose publique, lui donne un nouveau prix ».

L'assemblée ayant désiré la lecture de cet arrêté, un de messieurs les secrétaires a lu ce qui suit.

« Extrait des registres des délibérations du bailliage, siège & présidial de Troyes.

» La compagnie du bailliage de Troyes, assemblée pour conférer sur les affaires présentes, considérant les grands & mémorables travaux que nosseigneurs de l'assemblée nationale ont entrepris pour le soulagement du peuple, l'établissement d'une constitution solide & durable, le bonheur de la nation, & la gloire du nom français.

» Pénétrés de la plus respectueuse admiration pour le zèle & les motifs de nosdits seigneurs ; persuadés que l'hommage le plus pur & le plus agréable qu'ils puissent offrir à l'assemblée nationale de son dévouement, seroit de faire jouir le plus promptement qu'il est en elle, les



peuples de son ressort, des heureux effets de cette bien-faisance qui anime & dirige les décisions de cette auguste assemblée.

» Considérant que ce bailliage étant le premier des grands jours de la province dont la ville de Troyes est la capitale, lui doit l'exemple des vetus qui réfléchissent de l'assemblée nationale.

» La compagnie a arrêté unanimement & déclaré qu'à compter de ce jour, elle jugera gratuitement tous les procès & contestations, tant civiles, que criminelles, qui seront portés à son tribunal en première instance & par appel.

« Promettent & s'engagent les officiers de ladite compagnie, soussignés, sur leur honneur & leur devoir, tant pour eux que pour leurs confrères absens, d'exécuter la présente déclaration.

» Persuadés du désintéressement qui anime les juges de son ressort, la compagnie les invite de même dans ce moment, à rendre la justice gratuite, & à redoubler d'efforts & de zèle pour procurer à tous leurs justiciables le même avantage; les invitant & leur enjoignant néanmoins de vuidier procès mus & à mouvoir; ordonne qu'il y sera pourvu à la diligence du procureur du roi, par la compagnie elle-même, selon son autorité, par toute voie due & raisonnable.

» Arrête en outre, que la présente déclaration sera incessamment présentée à nosseigneurs de l'assemblée nationale, pour être très-humblement suppliés de lui donner son approbation. Fait & arrêté dans la ville de Troyes, le 15 du courant 1789 ».

Après la lecture de cet acte de désintéressement & de patriotisme, les plus vifs applaudissemens se sont fait entendre dans l'assemblée.

M. Dandré prenant ensuite la parole, a dit qu'étant assuré, dans tous les temps, de la générosité du parlement



d'Aix , dont il avoit l'honneur d'être membre , il s'estimoit heureux de pouvoir faire part à l'assemblée , de l'adhésion de cette cour à ses maximes , & de lui témoigner sa confiance & son respect.

M. Dandré a présenté ensuite l'arrêté du parlement dont il a fait lecture : « vous n'y trouverez pas, a-t-il ajouté , la gratuité de la justice , parce que l'arrêté a été pris le jour de la clôture du parlement ».

Il paroît que les principes de l'assemblée germent dans tous les ordres de l'état. M. Duquesnoy a demandé à l'assemblée de lire une lettre qui lui étoit adressée par un évêque de Lorraine ; elle étoit conçue en ces termes :

« Le vœu connu de l'assemblée nationale , concernant la pluralité des bénéfices , me paroissant aussi conforme à la justice qu'à l'esprit de l'église , je n'hésite pas à opter entre les deux que je possède , & j'envoie aujourd'hui à M. l'archevêque de Vienne la démission de mon évêché ». de vifs applaudissemens ont été la digne récompense de ce grand exemple.

L'assemblée avoit renvoyé à cette séance l'examen de la question si l'on devoit discuter , article par article , le projet d'arrêté rédigé par le comité *des cinq* ; c'est sur ce point préliminaire que les débats ont recommencé.

Les philosophes , les publicistes qui sentent toutes les difficultés de faire une bonne déclaration des droits , c'est-à-dire , d'une utilité pratique sans être dangereuse , courte sans être incomplète , & motivée sans être métaphisique , ne trouveront pas une pareille discussion trop longue. On n'arrive aux idées simples que par les idées composées ; une déclaration est d'ailleurs une idée nouvelle en législation , inspirée aux Américains par des circonstances orageuses & pressantes ; ils y ont mêlé une partie des loix constitutionnelles. Les Français semblent vouloir en faire seulement le préliminaire de leur constitution ; c'est pour eux la lumière qui doit précéder la loi , mais de quelles



moins devoit-on prendre ce flambeau; un grand nombre de déclarations avoient été présentées, &, comme on l'a déjà remarqué, les articles de cette déclaration s'étoient augmentés depuis 16 jusqu'à 74; cette variation dans l'étendue des droits devoit nécessairement amener la diversité des opinions dans l'adoption d'un des projets présentés.

M. l'abbé Bonne-Foi a dit, après avoir comparé les divers plans des déclarations des droits avec celles de M. de la Fayette, que cette dernière étoit le texte dont les autres ne formoient que le commentaire, & trouvant dans le plan de M. Mounier les mêmes maximes augmentées de plusieurs autres, il concluoit que celui de M. de la Fayette, qui étoit simple & clair, réunissoit en peu de mots les droits primitifs de l'homme; il desireroit d'y ajouter « que l'homme a un droit sacré à sa conservation & à sa tranquillité, & que l'être suprême a fait les hommes libres & égaux en droits. »

Ici, M. le président a prévenu les membres du comité de *recherches*, de se retirer sur le champ dans le lieu de leur séance. M. Redon, commissaire nouvellement nommé, ayant obtenu, dans le même temps, la confiance de la généralité de Riom pour le *comité féodal*, a opté pour ce dernier, & M. Buzot l'a remplacé dans le comité de *recherches*.

M. Pélérin, reprenant le cours de la discussion, & observant combien il étoit dangereux d'apprendre aux hommes, sous le nom de la loi, des principes qui, vrais sous certains rapports, pouvoient présenter d'autres idées à certains esprits, vouloit qu'on éloignât de la déclaration les expressions équivoques, vagues & abstraites, pour éviter des fausses interprétations. Il ajoutoit que les devoirs étoient corrélatifs des droits, & il propoisoit de mettre à la discussion le projet de M. Sinetti, rédigé en deux colonnes d'après ce plan.

M. le vicomte de Mirabeau tranchoit le nœud au lieu de le défaire. A la place d'une déclaration des droits, il pro-



posoit de mettre simplement , à la tête de la constitution ; *pour le bien de chacun & de tous , nous avons arrêté ce qui suit &c.*

» Vous avez deux grands inconvéniens à éviter , disoit M. Guiot , le premier de vous traîner sur les pas des préjugés ; le second de vous égarer dans les détails obscurs de la métaphysique , & de substituer des maximes artificielles aux vérités simples de la nature ; il faut remonter au principe générateur , & en suivre les conséquences. Il existe , & il doit en exister un qui embrasse tous les droits & tous les devoirs de l'homme. C'est celui de veiller à la conservation de son être ; les autres n'en sont que la suite naturelle ».

C'est en cet état que M. le président a proposé d'aller aux voix , pour admettre ou rejeter la discussion du projet proposé par le comité des cinq , article par article.

Il a été arrêté presque unanimement , de ne pas s'en occuper ; il falloit cependant un projet quelconque , comme un canevas sur lequel l'assemblée rédigerait une déclaration. M. le marquis de Bonnai , voyant qu'on refusoit sa proposition , de choisir un des projets présentés , a refusé , avec beaucoup de précision , les objections qu'on lui avoit faites la veille sur le danger à opiner pour ce choix dans les bureaux. La forme de l'appel des voix , disoit-il , est une opération fatigante & défectueuse , l'ennui des lectures pourroit faire adopter , par lassitude , un projet qui ne sera pas le meilleur dans les bureaux ; au contraire , chacun jouira de son suffrage & de sa liberté , en indiquant le nom de l'auteur & le titre du projet. Les listes des bureaux ne seront pas des résultats , mais des simples résumés. Les membres sont plus rapprochés , & les inexactitudes moins fréquentes. Cette méthode est plus courte que celle de l'appel en assemblée générale , puisque dans les bureaux , on appellera trente membres à la fois.

La motion de M. Bonnai tendoit sans doute à abréger le



temps des opérations de l'assemblée ; mais des législateurs doivent-ils donc être si avares des momens ? ne doit-on pas craindre que des associations partielles ne se forment aux dépens de la grande ? ne vaut-il pas mieux que , dans des matières aussi importantes , chaque membre de l'assemblée opine devant douze cents témoins plutôt que devant trente ? il faut toujours entourer les législateurs de l'opinion publique ; il faut à tous les instans couvrir des regards publics les hommes qui doivent influencer sur la morale des états & sur la destinée des peuples.

Aussi M. Desmeuniers observoit que l'assemblée avoit rejeté d'avance la manière de prendre les voix par bureaux ; il regardoit comme une subtilité , de dire que le résumé des bureaux n'étoit pas des résultats.

M. de Castellane opposoit le règlement qui ne permettoit pas d'autre forme de délibérer que par *assis ou levé* , & par l'appel des voix en cas de doute sur la majorité , ce qui exclut l'appel des voix par bureaux.

M. Pethion s'y opposoit aussi , en desirant qu'on mît en délibération les différens projets proposés. M. Pères de Lageffe faisoit valoir , en faveur des projets de déclaration , proposés par les membres du comité de constitution , la même considération qui avoit fait délibérer sur le projet proposé par le comité des *cinq*.

M. Lalli , après avoir fait le plus bel éloge de la sagesse des Anglois & de leur science dans le gouvernement , a proposé quelques additions essentielles à la déclaration des droits ; il paroissoit se déterminer en faveur du projet de M. de la Fayette , perfectionné par M. Mounier , en insistant pour une délibération prompte en assemblée générale.

Après quelques observations de MM. Target , Fermont , Garat & Mirabeau , l'assemblée a arrêté d'aller aux voix pour choisir un des projets de déclaration à la plura-



lié simple, lequel projet seroit mis à la discussion article par article.

Les trois projets de déclaration qui ont eu le plus de suffrages, sont ceux de messieurs de la Fayette, de l'abbé Syéès, & celui qui a paru sous le nom du sixième bureau ; ce dernier l'a emporté.

M. le duc de Liancourt a informé l'assemblée des soins qu'il s'est donné pour la médaille, délibérée dans la nuit mémorable du 4 au 5.

### A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au soixantième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, à Paris chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numeros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous, franc de port, dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

## HOTEL - DE-VILLE DE PARIS.

### COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de laisser passer dans la province le journal intitulé, *Point du jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris, ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

---

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,  
rue des Mathurins.